Le choix de l'indépendance énergétique (+Photos)

MÊME si Cuba met en œuvre une politique d'incitation aux investissements étrangers dans l'industrie nationale des hydrocarbures (pétrole et gaz), elle veille à rappeler les principes qui régissent la marche à suivre pour faire des affaires dans le secteur énergétique de l'Île

Katheryn Felipe 16 février 2017 16:02:43

La Zone économique exclusive recèle d'importantes ressources pétrolières. **Foto:** Courtoisie de Cupet

MÊME si Cuba met en œuvre une politique d'incitation aux investissements étrangers dans l'industrie nationale des hydrocarbures (pétrole et gaz), elle veille à rappeler les principes qui régissent la marche à suivre pour faire des

affaires dans le secteur énergétique de l'Île.

Cuba Oil & Gas 2017, une réunion qui s'est tenue récemment à La Havane en présence de plus de 250 participants de pays comme le Canada, les États-Unis, le Mexique, le Venezuela, le Brésil, l'Argentine, le Royaume Uni, la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, la Russie, la Chine, l'Inde et l'Australie, aura permis de confirmer que le programme de développement et d'utilisation rationnel de toutes les énergies disponibles à Cuba est axé sur l'indépendance énergétique.

Organisée par l'International Research Networks (IRN), du Royaume Uni, avec le concours de *Cuba Petroleo (Cupet),* la rencontre a réuni quelque 70 compagnies spécialisées qui, à travers des conférences, des débats, des rondes d'affaires et des visites dirigées, ont pu échanger des informations et observer de près le panorama énergétique cubain et identifier les opportunités d'affaires offertes par la Loi 118 des investissements étrangers, en vigueur depuis 2014.

Selon la directrice des affaires d'IRN, Paola Galanti, *« il a été convenu d'organiser une rencontre spécifiquement à Cuba, car à l'heure actuelle ce pays semble avoir toutes les cartes en main pour attirer les investissements, et tout le monde souhaiterait profiter de cette occasion. »*

L'entreprise pétrolière d'État *Cupet,* spécialisée dans la prospection et l'exportation de combustibles, le raffinage du pétrole, la fabrication de graisse et d'huiles lubrifiantes et la commercialisation de combustibles et de lubrifiants, reconnaît que le soutien gouvernemental, la stabilité politique, la sécurité, l'expérience et la qualification du personnel, le potentiel énergétique, les faibles coûts d'opération, les avantages du régime fiscal et de taxation, ainsi que l'existence d'une infrastructure logistique et opérationnelle sont autant de facilités et d'avantages accordés par le nouvelle loi.

Cependant, la présence de capital étranger dans le secteur énergétique n'est pas une nouveauté. En 1995, le tourisme et la branche pétrolière furent les pionniers de l'ouverture aux investissements à Cuba. Une seule particularité se présente : l'industrie des hydrocarbures n'accepte pas d'entreprises à capital 100% étranger.

Ruben Cid, vice-ministre de l'Énergie et des Mines, a rappelé que le début des années 90 a marqué une nouvelle ère pour l'industrie pétrolière cubaine car, de cette époque à ce jour des milliers de kilomètres d'imagerie sismique 2D et 3D ont été réalisées, des dizaines de puits sur terre et en mer ont été forés, et le pays a signé plus d'une quarantaine de contrats (de type différent) avec participation de capital étranger.

À cet égard, Alberto Ramos, représentant de *Pétroleos de Venezuela S.A.* déclare : *« nous sommes à Cuba depuis 2007. Nous avons réalisé des campagnes sismiques intenses et nous poursuivons les études, le potentiel pétrolifère cubain présentant un intérêt certain. »*

LES INVESTISSEMENTS AU SERVICE DE L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

Faisant référence aux principales lignes pour l'obtention de pétrole et de gaz naturel associé inscrits dans la stratégie énergétique générale du pays, le vice-ministre Ruben Cid a précisé que *« le pays a lancé un projet ambitieux appelé à apporter une amélioration substantielle des infrastructures électriques, et la création de nouvelles centrales thermiques, ainsi qu'une utilisation accélérée des sources d'énergie renouvelable »*.

Il a rappelé que la politique pour l'efficience approuvée il y a trois ans prévoit d'atteindre en 2030 24% de la matrice énergétique dérivée de ces sources propres, qui aujourd'hui que représentent que 4%. À cette fin, des progrès sont réalisés dans la construction de parcs éoliens et l'utilisation de la biomasse de canne à sucre.

À l'heure actuelle, Cuba enregistre une production annuelle de 4 millions de tonnes de pétrole équivalent. Ce facteur d'équivalence est employé pour mesurer les quantités de gaz et de pétrole nécessaires pour produire la même quantité d'électricité. L'Île produit environ

75 000 barils de pétrole par jour, et entre 60 et 75 mètres cube de gaz pour chaque baril de pétrole brut.

Roberto Suarez, directeur adjoint de *Cupet,* a signalé quant à lui que 97% du gaz produit à Cuba est essentiellement destiné à la production d'électricité et

à la consommation directe de la population de La Havane. Il a ajouté que les hydrocarbures et leurs dérivés représentent 95% de la production d'électricité de l'Île, que ce soit le pétrole brut pour les centrales thermoélectriques que le gaz dans les centrales de production.

Il a souligné par ailleurs que sans avoir réalisé de nouvelles découvertes depuis le début du 21e siècle, cette entreprise pétrolière d'État est parvenue à maintenir une production stable grâce, notamment, à *« l'optimisation des gisements en exploitation »*, et à l'atténuation de leur diminution naturelle leur production.

En plus des prévisions à l'horizon 2030, *Cupet* prévoit d'augmenter le volume d'exploitation de ressources en terre et en eaux profondes, ainsi que le niveau de revalorisation des gisements existants dans le pays (aujourd'hui entre 6 et 7%) à travers l'introduction de technologies de récupération améliorée, l'exploitation des gisements non conventionnels et l'utilisation de puits horizontaux pour explorer de nouvelles zones proches de celles actuellement en exploitation.

Par exemple, la récupération améliorée requiert d'importants financements et de méthodes telles que l'injection d'eau ou l'utilisation de produits chimiques, de vapeur à haute pression ou de mousses, employés lorsque les hydrocarbures ne peuvent pas être exploités par émergence naturelle ou par pompage.

Cupet, qui compte 35 entreprises cubaines et cinq mixtes, ainsi que plus de 63 200 travailleurs, a déjà fait ses premiers pas dans l'extractions d'hydrocarbures non conventionnels, autrement dit les ressources fossiles plus difficiles à exploiter, qui sont recherchées une fois que les ressources plus facilement disponibles ont été exploitées.

En d'autres mots, les clés du succès résident dans la production partagée et améliorée et le développement des infrastructures et des services financiers, qui doivent aboutir au transfert de haute technologie et à l'augmentation des ressources exploitables.

Dans l'industrie pétrolière, les investissements sont notamment destinés à améliorer les capacités de stockage, le transport spécialisé et le transfert

fiscal des combustibles, ainsi des technologies pour la production de lubrifiants.

Par ailleurs, la recherche de financements à long terme pour la modernisation de quatre raffineries cubaines et l'introduction du gaz liquéfié pour la production d'électricité à cycles combinés demeure une priorité. *« Ceci nous assurera une meilleure efficience économique et une réduction des émissions des gaz à effet de serre dans l'atmosphère »,* a-t-il souligné.

UNE ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE

En dépit du fait que la Bande nord des bruts lourds d'environ 75 kilomètres carrés entre La Havane et la Péninsule d'Hicacos, dans la province de Matanzas, concentre la quasi-totalité de la production du pays, des spécialistes cubains et étrangers s'accordent pour affirmer que la portion cubaine du Golfe du Mexique *« recèle d'importants gisements de pétrole et de gaz »*, affirme Cid.

Ouverte spécialement aux investissements en 1999, la Zone économique exclusive (ZEE) du Golfe du Mexique couvre une superficie plus grande que l'archipel cubain : plus de 114 000 kilomètres carrés, qui contiennent 59 blocs (d'environ 2 000 kilomètres carrés chacun).

Par ailleurs, il s'agit d'un milieu marin dont la profondeur varie entre 500 et 3 600 mètres, et où l'on a foré 4 puits d'exploration (sans caractère commercial), un en 2004 et trois en 2012, *« tous avec des manifestations de pétrole »*, a assuré Suarez.

La ZEE fait l'objet d'une stratégie d'incitation aux investissements étrangers pour l'exploration en eaux profondes, et des efforts importants ont été accomplis dans cet espace en matière d'imagerie sismique : plus de 30 000 kilomètres de 2D et plus de 10 000 de 3D.

Il faut souligner que Cuba est un territoire pratiquement inexploré en matière d'hydrocarbures, qui assure la couverture d'un peu plus de 40% de ses besoins nationaux. En toute logique, aujourd'hui de nombreux regards vont se tourner vers Cuba, située dans un important bassin producteur d'hydrocarbures.